

ALAIN  
**MINC**

**LE NOUVEAU  
MOYEN ÂGE**

**GALLIMARD**











## INTRODUCTION

Je ne sais pas si l'Histoire est tragique, mais je suis convaincu qu'il faut faire comme si elle l'était, afin qu'elle ne le soit pas.

Après s'être accommodé des pires massacres et des dictatures les plus folles, l'optimisme historique s'efface : un règne de plus de trois siècles s'achève, qui avait postulé à la fois le progrès et l'ordre. Progrès, croyait-on, de notre civilisation, puisque malgré ses faux pas, l'Histoire se devait d'aller dans la bonne direction : le millénarisme communiste n'aura fait que pousser jusqu'à l'absurde cette conviction. Ordre, parallèlement, du monde qui finissait par trouver un équilibre, impérialisme, colonialisme ou concert des nations aidant... Tels allaient, disait-on, les Temps Modernes. Un cycle ne se bouclerait-il pas qui, par une apparente régression, nous ramènerait vers un nouveau Moyen Âge ?

L'idée n'est étrangement pas neuve et Berdiaev se l'était, en son temps, appropriée : « J'appelle conventionnellement nouveau Moyen Âge la chute du principe légitime du pouvoir et du principe juridique des monarchies et des démocraties et son remplacement par le principe de la force, de l'énergie vitale, des unions et des groupes sociaux spontanés. » Ni la force ni l'énergie vitale ne paraissent aujourd'hui

aussi menaçants, mais pour le reste, effacement de l'ordre légitime, apparition de structures floues et aléatoires, triomphe du spontané, les assonances sont multiples.

Tout ne procède certes pas de la chute du communisme, mais tout s'y ramène. À l'aune des grands effondrements, l'onde de choc est sans égale depuis peut-être la disparition de l'Empire romain. La fin de l'Empire ottoman, l'émiettement de l'Autriche-Hongrie, l'écrasement des tentatives impériales allemandes sembleront, par comparaison, des événements régionaux. Parce qu'il se voulait empire mondial, l'empire soviétique avait réussi à conditionner le monde entier : dans ses États bien sûr ; dans son orbite à l'évidence, mais aussi chez ses adversaires dont bouc émissaire ou menace, fantasme ou partenaire, il dominait l'avenir. Cette « performance »-là, aucun autre empire n'y était jamais parvenu : même Rome que les barbares éloignés pouvaient ignorer. D'un tel séisme, la mort du communisme, nul ne sort indemne. L'après-communisme ne se résume ni au triomphe incontesté de l'économie de marché, ni à la vengeance des nations, ni à un hypothétique imperium américain. Il n'existe aucune conséquence dominante et exclusive. Toutes sont vraies et toutes sont erronées. C'est cette incapacité de découvrir le principe fondateur du monde postcommuniste qui, à sa manière, nous ramène à un nouveau Moyen Âge.

Nouveau Moyen Âge, en effet : l'absence de systèmes organisés, la disparition de tout centre, l'apparition de solidarités fluides et évanescents, l'indétermination, l'aléa, le flou. Nouveau Moyen Âge : le développement de « zones grises » qui se multiplient hors de toute autorité, du désordre russe au grignotage des sociétés riches par les mafias et la corruption. Nouveau Moyen Âge : l'affaiblissement de la raison, comme principe fondateur, au profit d'idéologies pri-

maires et de superstitions si longtemps disparues. Nouveau Moyen Âge : le retour des crises, des secousses et des spasmes, comme décor de notre quotidien. Nouveau Moyen Âge : la place de plus en plus réduite de l'univers « ordonné » face à des espaces et des sociétés, eux, de plus en plus imperméables à nos instruments d'action, voire à nos capacités d'analyse.

Sommes-nous, avec ce nouveau Moyen Âge, à la veille d'une période longue ou d'une simple parenthèse, brutale mais brève ? L'accélération du temps, chaque jour plus impressionnante, joue-t-elle sur un phénomène de cette ampleur ? Ce Moyen Âge-là se déroulera-t-il sur un temps accéléré avec ses haute et basse époques ? Interrogations évidemment sans réponse, hormis une conviction. Ce qui se comptait autrefois en siècles, se mesurera au moins en décennies, de sorte que notre génération ne connaîtra pas de son vivant d'autre horizon que celui-là : nous devons en prendre notre parti.

Pour nos esprits cartésiens, cette révolution équivaut à une régression et nous risquons de n'apporter d'autre réponse que la passivité. Trous noirs, désordres, incohérences, solidarités imprévues : autant d'analogies avec le premier Moyen Âge, jusqu'à céder en cette fin de siècle, à un nouveau millénarisme : après la grande peur de l'an 1000, le désarroi de l'an 2000 ? Ce serait à désespérer : aurions-nous si peu progressé ?

À nous, bien au contraire, de penser l'incertain avec le même soin qu'autrefois le probable, d'inventer de nouveaux concepts, de réestimer le rôle de l'État, d'essayer de réorganiser les jeux complexes de poulies et de contrepoids qui structurent les rapports internationaux ! Du nouveau, enfin ! Hier, nous avions le droit d'être fatalistes par optimisme ; nous devons désormais être audacieux par pessimisme.



PREMIÈRE PARTIE

*L'ère du flou*



## CHAPITRE 1

### LE CONTINENT DU CHAOS?

Qu'il est loin le temps des rêves élegiaques, de la fin de l'Histoire et des propos naïfs sur la paix universelle<sup>1</sup> qui ont suivi la chute du Mur de Berlin! Que n'aura-t-on entendu? Le progrès, la paix, la reprise économique, le rattrapage quasi instantané des pays de l'Est, l'équilibre et la prospérité de l'Atlantique à l'Oural...

La réalité a rapidement fait façon de ces premières illusions. Il en demeure d'autres, substitués aux premières et qui, toutes, cherchent à justifier l'équilibre du continent : la conviction inavouée que l'Ouest riche est, pour l'essentiel, à l'abri des soubresauts de l'Est pauvre, que les explosions et les accidents pourront être circonscrits, et – plus superficiel encore! – que la Russie a adopté définitivement une posture mi-amicale, mi-humiliée qui la verra se soumettre à l'Occident et jouer sa partition *mezza voce* en échange de quelques milliards de dollars. Faudra-t-il encore longtemps aux Européens pour comprendre qu'ils ont troqué un monde avec une menace mais sans risques, pour un univers sans menace mais avec risques? Combien de secousses et de

1. Pour avoir écrit le surlendemain de la chute du Mur : « Mes enfants connaîtront non plus la guerre, mais des guerres en Europe », combien de remarques narquoises ou méprisantes n'ai-je pas recueillies...

spasmes seront-ils nécessaires pour leur faire admettre que le continent est « un », que les ondes de choc – économiques, démographiques, idéologiques – parties de Moscou, de Ljubljana ou de Varsovie se répercuteront à Milan – c'est déjà le cas –, à Glasgow, à Madrid ou Paris?

Les éléments de désordre sont innombrables : ils ne se produiront certes pas tous au même moment ; ils ne sont pas tous fatals ; ils ne s'enchaîneront pas les uns les autres, mais ils sont là, qui surplombent les décennies à venir. Et à ces menaces, latentes ou fortes, virtuelles ou réelles, il n'existe aucun mécanisme régulateur, aucune « cybernétique de l'Histoire » qui, telle une corde de rappel, ramènerait le monde vers un ordre minimum. Ni guerre froide, ni alliances internationales, ni impérialismes locaux ne fonctionnent. Tel est donc le nouveau Moyen Âge : aléatoire, incertain, flou.

Désordre, le retour du tribalisme. Tribalisme, en effet et non nationalisme : le premier met l'accent sur le sol, le sang, l'identité ; le second, moins monolithique, laisse parfois place à l'adhésion ou à l'ouverture. Sorties du congélateur de l'Histoire, telles qu'elles y étaient entrées entre 1917 et 1947, les sociétés de l'Europe de l'Est n'ont pas pu accomplir le travail de maturation, la réflexion et l'action sur elles-mêmes qu'ont menées, des décennies durant, leurs congénères de l'Ouest. Les fantasmes resurgissent, vierges de toute modification. D'abord le bouc émissaire juif, même dans cette Pologne dont le judaïsme a été rayé de la carte, et à Moscou où il suscite la même agressivité qu'à l'époque des Protocoles des Sages de Sion. Ensuite, la haine des tziganes, peuple mobile et insaisissable dont le mode de vie se heurte aux remugles du sol nourricier, de la terre qui, là-bas non plus, « ne ment pas » et aux réflexes ethniques les plus classiques. Le refus de l'autre enfin, le rejet des minorités, la peur du cosmopolitisme, la violence et l'hostilité, au minimum verbales...

Certes, depuis que leur espace s'est ouvert au capitalisme, certains de ces pays voient peu à peu le marché, l'échange, les premiers signes d'extraversion faire baisser la pression. La Pologne de 1994 est sans doute moins anti-sémite que celle de 1990 lors de sa première campagne présidentielle; le gouvernement démocrate-chrétien de Budapest résiste, bec et ongles, aux surenchères de ses extrémistes; les Tchèques font un argument de promotion touristique de leur extrême civilisation. Mais en dehors de ces trois pays qui ont entamé une transition heurtée et peut-être gagnante vers la démocratie et le marché et dont les miasmes xénophobes n'ont pourtant pas disparu, tous les autres sont à la merci d'un tribalisme auquel a correspondu, en écho, le retour des aspirations identitaires à l'Ouest. Celles-ci illustrent une fois de plus la remarque de Renan dans la *Vie de Jésus* : « L'Histoire est pleine de synchronismes étranges qui font que, sans avoir communiqué entre elles, des fractions de l'espèce humaine, très éloignées les unes des autres, arrivent en même temps à des idées et des imaginations presque identiques. »

Aux Slovènes, en mal d'indépendance par égoïsme fiscal, répondait à ses débuts la Ligue Lombarde avant que la révolution italienne ne la transforme, presque contre son gré, en parti national. Aux Tchèques, les Flamands et aux Slovaques, les Wallons, à moins que le quadrille se danse dans l'autre sens : Tchèques, Wallons; Flamands, Slovaques. Aux Moldaves, les Écossais; aux Arméniens, les Catalans... Le régionalisme s'était atténué, à l'Ouest, au rythme de la construction européenne, comme si l'apparition probable d'un super-État plus lointain rendait plus tolérable la cohabitation avec le vieil État mitoyen et abusif. L'exemple de l'Est autant que la disparition du rêve d'une Europe fédérale – du moins à échéance humaine – auront réveillé le démon.

Pour avoir démontré au monde entier, avec leur divorce de velours, qu'un État peut connaître à son tour la parthénogénèse, Tchèques et Slovaques auront rendu plausible l'improbable : après un tel exemple, qui peut garantir que la Belgique, même fédérale, passera sans encombre le cap de l'an 2000 ? Qui peut assurer que l'Italie n'est pas en train de revivre à l'envers l'épopée de Cavour, et de passer du statut, pour elle récent, d'État-nation à celui qui lui est plus familier, d'une nation en ses États ? Jusqu'où iront désormais l'irrédentisme écossais, l'autonomie catalane, sans même compter le conflit irlandais et l'indépendantisme basque, voués moins que jamais à l'apaisement ? À ce jeu-là, seules l'Allemagne et la France sont protégées et ce pour des raisons diamétralement opposées : la première, peuple avant d'être un État, entretient avec l'espace une relation floue ; la seconde, État-nation, bénéficie d'une cohésion sans équivalent que les modestes soubresauts corses n'arrivent guère à entamer.

Ce tribalisme-là ne nous promet pas un simple retour au dix-neuvième siècle : il risque, en effet, d'entrer en résonance avec les frustrations économiques. Lorsque les nations s'éveillaient en 1848, elles le faisaient avec, pour toile de fond, une économie assez homogène. Rien de commun avec les formidables écarts que l'accélération du dynamisme capitaliste et le désastre communiste ont suscités. Avec une économie devenue l'« ultima ratio », les aspirations à la consommation un but vital, la richesse la valeur suprême, et l'argent la référence absolue, les aléas de la transition vers le marché aggravent le désarroi des populations et donc la tentation pour elles de se réfugier dans des fantasmagories ethniques.

De même que les Occidentaux rêvaient, le Mur détruit, de paix définitive, les Orientaux s'imaginaient rejoindre, après quelques années de sacrifice, le nirvana capitaliste. Jamais ils n'ont compris que le marché était une ascèse sans

fin, que le rattrapage était, à vue humaine, une utopie et que les premières purges seraient synonymes de dégradation pour le pouvoir d'achat comme pour l'emploi. Ils rêvaient d'un marché à l'anglo-saxonne; ils auront découvert la jungle : qu'est-ce d'autre en effet que le capitalisme sans des règles de droit? Ils imaginaient parcourir, en accéléré, le film du développement traditionnel : accumulation primitive, investissement, naissance d'une classe d'entrepreneurs; ils n'auront connu jusqu'à présent que les charmes des circuits illicites de distribution, le marché parallèle, la chasse aux dollars et l'apparition de cette classe dominante à laquelle Marx n'avait pas pensé : la mafia.

Certes, le décor n'est pas aussi noir partout. Préparée à l'économie de marché par le « kadarisme <sup>1</sup> », cet ersatz du capitalisme – ce n'était pas le capitalisme, mais cela en avait le goût –, la Hongrie entre dans le moule. Forte d'une tradition industrielle qui lui permet d'offrir un savoir-faire presque à l'allemande, à des coûts proches du Tiers Monde, la nouvelle République Tchèque réussira, elle aussi, sa transition. De même sans doute que la Pologne, partie plus tôt, profitant de sa mitoyenneté avec l'Allemagne et appuyée sur une société civile sophistiquée. Ou la Slovénie, « Hinterland » heureux d'une opulente Autriche.

Mais pour le reste et a fortiori en Russie, le désarroi économique risque de fournir le meilleur alibi au tribalisme : il faut une dose collective de raison, au-delà de la normale, pour accepter un traumatisme dont on ne voit ni la fin ni les effets, mais exclusivement les profiteurs et les prévaricateurs. Le discours désespéré sur l'aide occidentale porte en germe ce dérapage : il fournira, le moment venu, un parfait alibi. L'Occident sera responsable de ne pas avoir assez donné :

1. Du nom de Janos Kadar, Premier ministre depuis l'insurrection de Budapest en 1956 et qui s'est révélé le plus réformiste des leaders communistes.

enfin un bouc émissaire crédible ! Le pire n'est jamais sûr, mais au jeu des hypothèses, il constitue pour nous la référence de départ. Aux Balkans près, les cinq ans d'instabilité paisible que viennent de vivre les anciens pays communistes ne préjugent pas de lendemains qui chanteraient moins.

Désordre bien sûr les mouvements de population. Protégés des migrations par l'énorme « édreton » allemand, les Français ne mesurent pas le phénomène. Eux qui ont absorbé, il y a trente ans, un seul million de « pieds-noirs », qu'affolent cent mille immigrés clandestins par an et qui, bien que patrie de l'aide humanitaire, se sont contentés d'accueillir quelques milliers de réfugiés yougoslaves, ne mesurent pas la révolution démographique que vit, avec une vraie tempérance, l'Allemagne. Ce ne sont pas un million, mais dix-sept millions de « pieds-noirs » qu'elle doit intégrer, ni cent mille clandestins mais plus de cinq cent mille immigrés officiels par an, dont deux cent mille Yougoslaves en mal d'asile, auxquels s'ajoutent des illégaux en bien plus grand nombre que chez nous. Un formidable transfert de population se déroule à l'est du Rhin, dont nous ne percevons que les effets les plus lointains : les Allemands cherchent à se protéger des clandestins en provenance de Pologne qui, elle, essaie de bloquer les arrivants de Roumanie, laquelle, elle-même, voudrait se mettre à l'abri des migrants russes. Une partie de dominos invisible, à coups de centaines de milliers d'immigrés se joue, le long d'une ligne qui, de Moscou à Francfort, mesure, chaque cent kilomètres, une prospérité toujours plus insolente. Elle ne connaîtra pas de terme, comme l'irrésistible pression que le Mexique n'a cessé d'exercer, depuis des décennies, sur les États-Unis, jusqu'au jour où de guerre lasse, ceux-ci ont décidé d'ouvrir leur frontière aux produits exportés, espérant de la sorte fixer les Mexicains chez eux, mais avec le risque probable d'accueillir à la fois les exportations et les hommes.

Par comparaison l'immigration en provenance du Sud paraît presque bénigne. Là aussi, sans le savoir, la France est protégée. Ce seront désormais les quatre pays latins, et non plus elle seule, qui serviront de terre d'accueil. Jusqu'à présent pays d'émigration et non d'immigration, l'Italie, l'Espagne et le Portugal commencent à connaître un séisme démographique. Démunis de toute pratique administrative, juridique, culturelle du phénomène immigré, ils commencent à accueillir en masse Africains, Marocains, Maghrébins pour lesquels, depuis Nouakchott ou Fès, Milan vaut Lyon, Barcelone Toulouse, voire Lisbonne Marseille. De là une partie de main chaude pleine d'hypocrisie qui voit les Français espérer que l'Espagne et l'Italie ne seront plus de simples pays de transit, et ces dernières essayer de pousser les arrivants au moins autant vers la France que vers leurs patries d'origine dont ils n'auront de cesse que de s'enfuir à nouveau.

Derrière ce double flux d'immigration, sans limites, du Sud vers le Nord, de l'Est vers l'Ouest, se profile à terme une césure entre les deux Europe, latine et centrale : elles connaîtront des angoisses différentes en termes d'identité, de relation à autrui, de perception de l'autre. Existe-t-il pire divorce que celui entre des imaginaires et des fantasmes ? Un Allemand s'inquiète de l'Est et, au mieux, se rassure à l'Ouest ; un latin s'angoisse à partir du Sud mais ne trouve guère de réconfort à l'Est. Et, au milieu, après avoir été les premiers à cristalliser leur malaise sur l'immigration, les Français apparaissent paradoxalement, et sans qu'ils en soient conscients, comme des privilégiés. Privilégiés, parce que tenus à distance du charivari démographique de l'Est par l'Allemagne. Privilégiés, puisque partageant désormais avec les autres pays latins la pression en provenance du Sud. Privilégiés parce que forts d'une expérience administrative et politique quasi séculaire, ils semblent, quoi qu'ils en

pensent, à même de maîtriser un phénomène qui devrait, vis-à-vis d'eux, demeurer dans des limites raisonnables.

Désordre avec la perspective d'être adossés, notre vie durant, à un trou noir à l'Est. Faut-il que cette réalité soit insaisissable pour recourir au concept le plus sophistiqué des astrophysiciens! Pour nous dont la vision du monde a été structurée, en bien ou en mal, par la présence de l'Union Soviétique, rien n'est plus difficile à imaginer que le vide se substituant au plus hiératique des États-empires. L'URSS tenait le continent, comme un échafaudage un mur branlant : nous sommes devenus européens contre elle, donc grâce à elle. Nous devons nous faire à l'idée que nous ne connaissons plus jamais du côté de Moscou l'ordre, au sens classique du terme : un territoire, un État, des règles du jeu, un système de pouvoirs toujours lisible.

Il ne reste, face à ce continent désormais inconnu, que la vieille boîte à outils de Braudel. Une insertion dans l'économie-monde : les matières premières et, un jour, le pétrole affermés aux grandes compagnies occidentales, à l'instar de ce qu'ont dû accepter, il y a cinquante ans, les États arabes, ce qui donnera aux Russes le minimum vital de devises. Des « joint-ventures », zones de quasi-extraterritorialité, comme l'étaient les concessions dans la Chine du début du siècle, où les entreprises capitalistes emploieront une main-d'œuvre presque gratuite sans être assujetties au moindre impôt. Des acteurs financiers occidentaux qui sauront trouver, en termes de rentabilité, une opportunité sans pareille dans l'importation de produits de luxe pour la bourgeoisie « comprador ».

Un étage d'économie de marché que l'absence de règles juridiques, de droit commercial, de droit civil, de droit de l'urbanisme et évidemment de droit du travail fait davantage ressembler à une jungle, où marché noir et marché légal se



ALAIN  
**MINC**  
LE NOUVEAU  
MOYEN ÂGE

L'optimisme historique s'efface : un règne de plus de trois siècles s'achève, qui avait postulé à la fois le progrès et l'ordre. Progrès, croyait-on, de notre civilisation, puisque, malgré ses faux pas, l'Histoire se devait d'aller dans la bonne direction : le millénarisme communiste n'aura fait que pousser jusqu'à l'absurde cette conviction. Ordre, parallèlement, du monde qui finissait par trouver un équilibre, impérialisme, colonialisme ou concert des nations aidant... Un cycle ne se bouclerait-il pas qui, par une apparente régression, nous ramènerait vers un nouveau Moyen Âge ?

Tout ne procède certes pas de la chute du communisme, mais tout s'y ramène. À l'aune des grands effondrements, l'onde de choc est sans égale depuis peut-être la disparition de l'empire romain. L'après-communisme ne se résume ni au triomphe incontesté de l'économie de marché, ni à la vengeance des nations, ni à un hypothétique imperium américain. C'est cette incapacité de découvrir le principe fondateur du monde postcommuniste qui, à sa manière, nous ramène à un nouveau Moyen Âge.

À nous de penser l'incertain avec le même soin qu'autrefois le probable, d'inventer de nouveaux concepts, de réestimer le rôle de l'État, d'essayer de réagencer les jeux complexes de poulies et de contrepoids qui structurent les rapports internationaux. Hier, nous avions le droit d'être fatalistes par optimisme ; nous devons désormais être audacieux par pessimisme.

